

Communiqué de presse de l'Union Suisse des Paysans du 25 septembre 2018

## **Huile de palme : il n'y a aucune concession à faire !**

**L'accord de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie et, partant, la très controversée huile de palme figuraient aujourd'hui à l'ordre du jour du Conseil des États. Ce n'est qu'avec la voix prépondérante de la présidente que la Chambre haute a décidé de suivre sa commission de politique extérieure, torpillant ainsi la demande largement soutenue par l'agriculture, les consommateurs et les cantons d'exclure l'huile de palme des négociations. L'Union suisse des paysans attend maintenant du Parlement et du Conseil fédéral qu'ils prennent au sérieux les réserves exprimées et qu'ils ne fassent aucune concession.**

L'accord de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie et, partant, la très controversée huile de palme figuraient à l'ordre du jour du Conseil des États. Malgré les nombreuses critiques suscitées par les effets dévastateurs des cultures et des pratiques commerciales du business de l'huile de palme, le Conseil des États a torpillé aujourd'hui la motion Grin et l'initiative du canton de Genève. Ces deux interventions voulaient empêcher que l'huile de palme ne devienne encore meilleur marché par des concessions offertes lors des négociations de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie. En effet, cela stimulerait les importations de cette huile problématique. Aujourd'hui déjà, les bas prix ont pour conséquence le remplacement de l'huile de colza et du beurre par de l'huile de palme dans de nombreux aliments. Dans le chocolat au lait suisse, le lait est de plus en plus souvent écrémé au profit de l'adjonction d'huile de palme. Même les croissants au beurre ne méritent souvent plus leur nom, car il s'agit un peu partout de croissants à l'huile de palme. À une majorité d'une seule voix, le Conseil des États a estimé aujourd'hui qu'il n'y a pas lieu d'exclure l'huile de palme des accords de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie, et il s'est prononcé en faveur de la motion bien molle de sa commission de politique extérieure.

L'Union suisse des paysans (USP) exige à présent du Conseil national qu'il passe au crible la motion de commission et qu'il se garde de froisser les membres du Conseil des États qui voulaient un compromis aujourd'hui, les parlements cantonaux, la coalition sur l'huile de palme, dont l'USP fait aussi partie, ainsi que les 15 000 signataires de la pétition. Il ne s'agit pas d'interdire l'huile de palme. Il est toutefois inadmissible que le Conseil fédéral place la barre toujours plus haut en matière de durabilité pour les paysans suisses, mais qu'il ignore les ravages environnementaux causés par les importations d'huile de palme. Oui à des accords de libre-échange, mais pas à n'importe quel prix.

### *Renseignements :*

*Markus Ritter, président de l'USP, tél. 079 300 56 93*

*Fritz Glauser, vice-président de l'USP, tél. 079 702 05 44*

*Jacques Bourgeois, directeur de l'USP, tél. 079 219 32 33*

*Beat Rössli, responsable Relations internationales USP, tél. 079 768 05 45*

*[www.sbv-usp.ch](http://www.sbv-usp.ch)*